

Campagne 2015

L'UDC adoucit son image pour gagner les élections fédérales

Le parti part en campagne sur le mode sympa et convivial. Mais il reste ferme sur les étrangers et l'indépendance

Arthur Grosjean Berne

Une jeune femme blonde qui joue du smooth jazz au saxo sur une place au centre de Berne. Voilà comment l'UDC a lancé hier sa campagne pour les élections fédérales 2015. Ce n'était pas calme et volupté mais presque. Le président Toni Brunner, plus souriant que jamais, ne sort pas la sulfateuse. Pas d'attaques vengeresses contre le Conseil fédéral, une main tendue au PLR pour les apparentements, un gentil slogan de campagne avec «Rester libre» et un mignon chien de garde en peluche comme mascotte.

L'UDC est-elle victime d'endormentement? Pas du tout. C'est de la stratégie. Le parti adoucit son image pour gagner des électeurs. Comme l'explique le vice-président Claude-Alain Voiblet, l'objectif est d'amener une partie des gens qui ont soutenu l'initiative «Contre l'immigration de masse» à prendre cette fois la liste UDC. Alors on joue à fond la carte conviviale. Un triporteur Piaggio va sillonner le pays à la rencontre des gens avec grill et saucisses à gogo. «Nous voulons un contact direct avec la population, insiste Toni Brunner. Une vieille dame m'a d'ailleurs confié, après avoir discuté avec moi, qu'elle n'aurait jamais pensé que les membres de l'UDC avaient un côté humain.»

Liberté, indépendance et moins d'impôts

Le parti met la liberté au centre de son programme. Il veut préserver



Un slogan, «Rester libre!», et une mascotte, baptisée Willy, portent le message de l'UDC en vue des élections de 2015. KEYSTONE

l'indépendance de la Suisse. Il s'oppose farouchement à «l'adhésion insidieuse à l'UE». Il réclame aussi une politique plus stricte à l'égard des étrangers. Enfin il exige une baisse d'impôts pour tous. Il constate d'ailleurs que le budget de la Confédération est passé de 32 à 65 milliards de francs en vingt ans. L'UDC ne met pas en revanche au cœur de sa campagne son projet d'initiative pour asseoir la primauté du droit suisse sur le droit international.

Pas d'objectifs chiffrés pour les élections

Le parti a tiré les leçons de son échec en 2011. Il claironnait vouloir atteindre la barre magique

des 30% des voix. En fait, il a reculé de 28,9% à 26,6%. Profil bas pour 2015 puisque le parti n'articule aucun chiffre. Il veut gagner des sièges et si tout se passe bien retrouver son second fauteuil au Conseil fédéral. Le parti insiste en revanche lourdement sur l'intérêt qu'il y a à renforcer l'UDC au parlement. «Cela nous permettra de peser pour une mise en œuvre plus rapide des initiatives dont l'application est freinée, comme celle sur le renvoi des criminels étrangers», déclare Toni Brunner.

Main tendue au PLR pour des apparentements

L'UDC persiste et signe. Elle veut un maximum d'apparentements

avec le PLR. Elle estime que cela permettrait de ravir 6 à 8 mandats au Conseil national. Des sièges qui, faute d'union, ont été rafiés par la gauche. En Suisse romande, ces apparentements seront de fait limités au canton de Vaud, s'ils sont reconduits. A Genève, l'UDC devrait faire alliance avec le MCG. Le parti, en tout cas, ne croit pas au récent sondage qui le donne en recul. Il constate que depuis 2011, il a progressé dans la plupart des élections cantonales.

Le bouvier bernois remplace le bouc zurichois

Changement de mascotte à l'UDC. Le bouc en chair et en os Zottel laisse la place à une grosse pelu-

che de chien bouvier bernois, baptisée Willy. Le prénom du chien de garde ne doit rien au hasard. Il est censé rappeler Wilhelm, prénom alémanique de Guillaume Tell. Il incarne la liberté et la sécurité selon le parti qui voit en l'UE le nouveau bailli Gessler. Là aussi, l'UDC adoucit son image. Avec sa bonne grosse tête, un chien bouvier bernois attire davantage la sympathie du public qu'un bouc agressif à cornes... et qui pue.

La vidéo où l'UDC présente sa mascotte willy.24heures.ch

Stauffer ne sera pas puni pour son esclandre

Le Bureau du Grand Conseil genevois a décidé de ne pas sanctionner le député MCG, qui a lui-même pu participer au vote

La décision est surprenante et a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux et dans plusieurs partis. Le Bureau du Grand Conseil genevois a refusé hier matin d'infliger une sanction à Eric Stauffer. Le député ne sera donc pas puni à la suite de son esclandre de vendredi soir en fin de séance du parlement. Elle avait nécessité l'intervention de sept gendarmes, mandés par le président, afin de procéder à son évacuation.

La nouvelle, diffusée par le Bureau au moyen d'un communiqué laconique, a fait le bonheur du Mouvement citoyens genevois (MCG). «La sagesse l'a emporté et la démocratie se voit renforcée», écrit le parti. Qui félicite le Bureau «pour avoir calmé la situation».

Très vite, les détails du vote ont fuit. Il y a en réalité eu égalité des voix (trois contre trois), ce qui ne permet pas d'adopter une mesure disciplinaire (un blâme ou une exclusion temporaires des commissions dans lesquelles l'élu siège). Les représentants PS, PLR et PDC voulaient une sanction, ceux du MCG, de l'UDC et d'Ensemble à Gauche la refusaient. Un résultat qui cache des faits troublants.

Tout d'abord la participation au vote d'Eric Stauffer lui-même. Le député est en effet membre du Bureau. Il en est même temps le second vice-président. Ce n'est pas illégal mais cela a choqué dans plusieurs partis. Deuxième couac: l'absence du représentant Vert lors de la séance extraordinaire du Bureau. Celui-ci, François Lefort, explique qu'il avait une obligation professionnelle prévue de longue date. «Je regrette fortement de ne pas avoir pu être là, mais je n'avais pas le choix», précise-t-il. **Eric Budry**

Notre dossier consacré au politicien du MCG stauffer.24heures.ch

La chasse au radium va ratisser large

Au moins 500 bâtiments seraient contaminés dans l'arc jurassien

L'affaire du radium dans l'arc jurassien prend de l'ampleur. Une première liste, publiée en juin, faisait état de 91 adresses de bâtiments suspects dans l'arc jurassien. Ce sont aujourd'hui quelque 500 bâtiments qui sont potentiellement contaminés avec cette

substance radioactive utilisée jusqu'au début des années 1960 dans les ateliers d'horlogerie.

Cette hausse s'explique notamment par des annonces spontanées de particuliers et les recherches de la Suva, a indiqué hier à Bienne Sébastien Baechler, responsable de la division radioprotection à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Il n'a pas exclu que ce nombre puisse encore augmenter.

Les mesures sur la dose de radioactivité ont débuté à la mi-septembre à Bienne, ville la plus touchée, et se poursuivront dès 2015 à La Chaux-de-Fonds. Jusqu'à présent, à Bienne, une seule maison a nécessité un assainissement - changement du plancher - pour un coût de 50 000 fr. prélevés sur le budget de l'OFSP. «Nous sommes en train de préparer une demande de financement au Conseil fédéral», a précisé M. Baechler. **ATS**

Le chiffre

29

C'est le nombre de caméras de vidéoprotection opérationnelles dès aujourd'hui aux Pâquis, à Genève. La Ville espère pacifier ce quartier chaud, théâtre de trafics en tous genres et le terrain de chasse de petits délinquants. Les images seront visionnées par des agents à l'intérieur du nouvel Hôtel de police. Ce dispositif, pour le moment unique en Suisse par son côté proactif, sera évalué au bout de deux ans. **ATS**

Zollikon (ZH)

Il avoue avoir tué ses parents

Le procureur chargé de l'enquête sur le double meurtre de Zollikon (ZH) a demandé la mise en détention préventive du fils des deux victimes. L'homme, âgé de 30 ans, a avoué avoir poignardé ses parents, découverts sans vie dimanche dans leur appartement. Il a été placé dans une unité psychiatrique fermée en raison du risque de suicide. Les motifs et les circonstances du double meurtre ne sont pas clairs. **ATS**

Mousseux



La Commission de l'économie du Conseil des Etats ne fait pas de fleurs aux viticulteurs suisses. Contrairement au National, elle ne veut pas limiter les importations de vins en intégrant les mousseux au contingent actuel. Elle propose au plénum de refuser une motion de Christophe Darbellay (PDC/VS). **ATS**

PUBLICITÉ

Le repli voulu par Ecopop conduit à l'asphyxie!

Pourquoi êtes-vous opposé à l'initiative Ecopop?

Parce que notre économie et, partant, nos places de travail et d'apprentissage seraient les premières victimes d'une initiative qui condamne la Suisse au repli en oubliant qu'un franc sur deux est gagné à l'exportation. Après les incertitudes que fait peser sur notre économie l'initiative du 9 février dite «Contre l'immigration de masse», veut-on vraiment s'obstiner à emprunter cette voie sans issue et à tuer ainsi ce qui assure une prospérité dont chacun bénéficie?

L'initiative Ecopop met-elle vraiment en cause nos valeurs?

Je conçois difficilement que l'on puisse ancrer dans la Constitution fédérale une croissance démographique arbitraire, fixée à l'unité près. Il faut se souvenir à cet égard de la politique chinoise dite «de l'enfant unique», qui fut lancée sous Mao et qui visait jusqu'à son récent assouplissement à un strict contrôle des naissances. C'est peu dire que les résultats de ce dogme n'ont pas été miraculeux: les démographes chinois ont fini par se désoler devant le vieillissement de la population, un constat repris à leur compte par les économistes, déplorant aujourd'hui que le pays soit devenu vieux avant d'être riche et



INITIATIVE ECOPOP

PHILIPPE LEUBA

CONSEILLER D'ETAT, DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DU SPORT, VAUD

que le fardeau d'une population âgée contrebalance lourdement le bénéfice attribué à la réduction de la population. C'est là la preuve que les idées politiques à l'emporte-pièce sont rarement les mieux inspirées.

Quelles seraient les conséquences pour l'économie?

L'économie connaît un développement soutenu qui permet de créer de la richesse et des emplois. Afin d'assurer ce développement, notre pays a grand besoin de main-d'œuvre qualifiée. Sans flexibilité de notre marché du travail, donc sans flexibilité de notre immigration, je vois difficilement comment nous pourrions maintenir notre bon niveau de vie.

Je crains que la population n'ait pas toujours conscience de la fragilité de notre réussite économique. Si celle-ci présente parfois des inconvénients - je pense par exemple aux trains bondés -, ils sont sans commune mesure avec ceux que provoquerait une crise économique. Réfléchissons-y bien! Rien n'est acquis, jamais. Et ce n'est pas en multipliant les initiatives conduisant au repli, notamment vis-à-vis des marchés étrangers, que l'on pourra consolider les choses. Je le redis sans ambages: le repli conduit à l'asphyxie de notre économie. Et Ecopop n'est rien d'autre qu'une initiative de repli.

Peut-on refuser un texte qui veut préserver les ressources naturelles?

Là encore se dessine une solution simpliste et hâtive: en prétendant réduire la population pour diminuer son impact sur l'environnement, on ne propose rien de constructif, sinon pour les misanthropes ou les ermites, dès lors que l'on se contente de diaboliser la démographie. C'est une approche absurde, qui fait du seul nombre la cause de nos maux. J'observe d'ailleurs que les principales associations de protection de l'environnement sont elles-mêmes opposées aux mesures prônées par Ecopop.

Comité «Ecopop NON», CP 3684, 1211 Genève 3